

humaines universelles qui priment », a dit M. Gorbatchev. Quel que soit le sens exact de cette formule, on observe une évolution indéniable des politiques de l'URSS. Il suffit pour s'en convaincre de penser au retrait des forces soviétiques de l'Afghanistan, au changement de cap confirmé par le traité sur les FNI, au désir de régler les conflits régionaux et au respect inédit que Moscou témoigne à l'ONU.

En fait, l'Union soviétique semble maintenant montrer la voie aux Nations-Unies, dans le cadre des efforts que l'on déploie pour renforcer le Conseil de sécurité dans son rôle de gardien de la paix. Voilà qui tranche carrément par rapport aux anciennes attitudes soviétiques, et cela pourrait avoir des conséquences extraordinaires pour l'ONU.

L'élément le plus significatif, cependant, est peut-être l'importance nouvelle que l'on accorde à la vérification et à l'inspection. Qui aurait pensé, il y a un an, que le Secrétaire à la Défense des États-Unis visiterait l'usine où l'on fabrique le bombardier soviétique le plus moderne ? Or, la vérification des traités et des déploiements de troupes (pourvu que ces derniers soient de nature défensive) pourrait bien mener à une coexistence plus sereine des deux Grands, en faisant naître une confiance qui n'existait pas auparavant.

L'établissement d'une telle confiance dépend de l'issue de deux grandes épreuves. La première est la négociation d'une entente sur la réduction des armes stratégiques, que Moscou et Washington considèrent maintenant comme une priorité absolue. Deux inconnues compromettent toutefois les chances de conclure un tel traité : le but même de la démarche, et l'avenir des missiles de croisière. En ce qui concerne la première inconnue, le sommet de Reykjavik a révélé à quel point Washington hésite entre l'abolition des missiles stratégiques et la création de systèmes pour se prémunir contre eux. Quelle que soit l'option retenue, il sera toujours tentant de contrebalancer une réduction du nombre des missiles stratégiques en déployant des missiles de croisière à ogive nucléaire, dont il est difficile de contrôler le nombre, surtout en mer.

La seconde épreuve à surmonter est la négociation d'un accord sur la réduction des forces classiques en Europe. C'est à Moscou que cet objectif risque de soulever la plus forte opposition. En effet, si l'opinion publique occidentale tend à favoriser une réduction des forces en présence, la tradition soviétique (et la tradition russe) légitime le maintien de gros effectifs sous les drapeaux. On ne doit pas oublier, en outre, les graves conséquences politiques qu'un retrait soviétique d'Europe de l'Est pourrait entraîner.

Un autre facteur qui ralentira sans doute la poussée des dépenses militaires est leur coût alternatif de plus en plus élevé. Les dangers nouveaux qui menacent la santé publique et l'environnement naturel suscitent dans tous les pays des revendications en faveur de mesures préventives; la croissance démographique aggrave l'endettement de nombreux pays pauvres, alors que le coût des armements

modernes place les trésors nationaux dans une situation critique; enfin, et peut-être surtout, les retombées des dépenses militaires justifient rarement l'investissement initial, soit parce que l'usage de la force armée mine la « sécurité » (comme au Liban et au Sri Lanka), soit parce que la guerre devient impossible à « gagner » au sens où on l'entendait autrefois (songeons au conflit irano-irakien et à l'Afghanistan) et qu'elle fait la majorité de ses victimes chez les civils.

Par ailleurs, la population est de plus en plus sensibilisée au concept de « sécurité commune », et c'est là le troisième facteur qui influe sur notre perception de la « sécurité nationale ». L'expression commence à être familière, à défaut d'être clairement définie, grâce à des organismes comme l'ONU qui l'a notamment utilisée en 1987, dans le Document final de la Conférence sur les relations entre le désarmement et le développement : « La sécurité est une priorité absolue pour toutes les nations. Elle est aussi essentielle au désarmement et au développement. La sécurité ne relève pas seulement du domaine militaire; elle intéresse les droits de la personne et elle possède aussi des dimensions politiques, économiques, sociales, humanitaires et écologiques. Une plus grande sécurité peut, d'une part, susciter des conditions favorables au désarmement et, d'autre part, créer le contexte et la confiance dont dépend le développement. »

Des recherches récentes sur les changements climatiques ont confirmé que, si les États ne coopèrent pas pour contrer les dangers d'envergure mondiale menaçant la sécurité, et s'ils ne voient pas là un objectif primordial et pressant, l'indépendance et la souveraineté seront bientôt des mots vides de sens. Malheureusement, les organismes d'envergure mondiale qui pourraient structurer et orienter une telle coopération restent faibles, et les nations les plus puissantes ne font pas grand-chose pour les renforcer (la « déclaration politique » publiée lors du sommet économique de Toronto, en juin 1988 ne mentionne même pas les Nations-Unies). Les habitudes façonnées par plus de quarante ans de guerre froide et les dogmes du post-colonialisme (par exemple, « une nation, un vote ») ne céderont pas facilement devant les nouvelles réalités du « patrimoine mondial ».

Quoi qu'il en soit, les facteurs exposés ci-haut commencent à influencer sur la politique des États. La recherche d'un règlement pacifique dans les conflits qui déchirent l'Amérique centrale, le golfe Persique, l'Angola, la Namibie et le Kampuchéa atteste que les grandes et les petites puissances reconnaissent dans une certaine mesure ce que l'emploi de la force coûte. Si les relations américano-soviétiques continuent à s'améliorer, il est probable que les budgets militaires des pays occidentaux se stabiliseront. Les armes continuent à inonder le Moyen-Orient, mais on peut espérer, même là-bas, un redoublement des efforts pour éteindre les vieilles animosités.

Au Canada, ces questions font l'objet d'un vigoureux débat depuis que l'apparition des premiers missiles, à la fin